

23 MARS 2026

**AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINAS/CIPM/2026 DU _____ POUR
L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX DU
MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES**

1. Objet de la demande de cotation

Dans le cadre l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau des services centraux, le Ministre des Affaires Sociales, Autorité Contractante, lance un avis de consultation pour une demande de cotation.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente demande de cotation visent la fourniture et l'installation de :

- Un (01) Fauteuil Ministre ;
- Dix (10) Fauteuils Sous-Directeur ;
- Dix (10) Fauteuils Chef Service ;
- Dix (10) Fauteuils de Bureau ;
- Quatorze (14) Chaises Visiteurs ;
- Une (01) Table de conférences ;
- Trois (03) Tables de Bureau ;
- Un (01) Bureau Directeur ;
- Deux (02) Bureaux Sous-Directeur ;
- Trois (03) Armoires de Rangement ;
- Quatre (04) Climatiseurs ;
- Dix-sept (17) Rideaux Lourds ;
- Dix-sept (17) Rideaux Voilages ;
- Quatre (04) Téléviseurs ;
- Deux (02) Postes Radio.

3. Participation et origine

La participation à la présente demande de cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais installées au Cameroun et en règle de leurs obligations administratives et fiscales.

4. Financement

Les prestations, objet de la présente demande de cotation sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Affaires Sociales de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 42 433 01 33 00 00 01 524118.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

6. Consultation du Dossier de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maitre d'Ouvrage aux heures ouvrables : Ministère des Affaires Sociales - Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics ; Porte 24 - Téléphone : 222 22 98 11/222 23 05 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse www.arpmp.cm.

7. Acquisition du Dossier de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au Service des Marchés Publics ; Porte 24, **dès publication** contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **40.000 (quarante mille) Francs CFA**, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de F CFA **35 000 000** (trente-cinq millions) TTC.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, et assorti d'un récépissé de la Caisse des Dépôts de Consignation (CDEC), délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce **11** du DDC dont le montant s'élève à **FCFA 700 000 (sept cent mille)** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 MAI 2026** à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être déposée dans les services compétents du Maître d'Ouvrage et transmise à la Commission Interne de Passation des Marchés, sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

- Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le **05 MAI 2026** à **15 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère des Affaires Sociales dans la salle de Conférences sise à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance des offres dont ils ont la charge.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de la consultation. Elles doivent dater de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de demande de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation].

12. Recevabilité des Cotations

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis non-conformes au mode de soumission,
- Les plis sans indication de l'identité de la consultation ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la Cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluation

13.1- Critères éliminatoires

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.]

Il s'agit notamment :

- a- de la non -production au-delà du délai de 48h après de l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que le cautionnement de soumission ;
- b- de l'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- c- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- d- du non-respect de 80% des critères essentiels ;
- e- de la non-conformité aux spécifications techniques d'une fourniture ;
- f- de la capacité financière inférieure à : **25 000 000** (vingt-cinq millions) CFA ;
- g- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- h- du non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- i- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- j- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- k- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- l- de l'absence des fiches techniques du fabricant ;
- m- de la non-conformité du mode de soumission ;
- n- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- o- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

p- de l'absence du délai de livraison dans la lettre de soumission de l'offre financière ;

13.2- Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- la garantie.

N.B : [le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non)].

14. Délai prévisionnel de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet de la présente demande de cotation est de **soixante (60) jours** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

15. Tranches/Allotissement

La présente demande de cotation comporte un seul lot. Les fournitures y afférentes s'exécuteront en un (01) lot.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disant.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Affaires Sociales ; Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics (Téléphone : 222 22 98 11/222 23 05 68) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site de l'ARMP à l'adresse www.armp.cm.

19. lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation relative aux pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Ampliations :

MINMAP
ARMP
Président CIPM
Affichage
Chrono/Archives

Yaoundé, le 23 MARS 2026

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES



Pauline Irène NGUENE

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE – WORK – FATHERLAND

MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

CONSULTATION NOTICE

CONSULTATION N°002/CN/ITB/MINAS/2026 OF 23 MARS 2026 FOR ACQUISITION OF OFFICE

FURNITURE FOR THE CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF SOCIALE AFFAIRS.

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of acquisition of office furniture and installation for the Central Service of the Ministry of Social Affairs, the Minister of Social Affairs, Contracting Authority, hereby launches a consultation for a request for quotation.

2. Nature of services

The services in this tender notably include the acquisition of office furniture and installation for the Central Service of the Ministry of Social Affairs which have to do with:

- One (01) Minister chair
- Ten (10) Sub-Director Chairs
- Ten (10) Chief of Service Chairs
- Ten (10) Office chairs
- Fourteen (14) Visitors Chairs
- One (01) conference Table
- Three (03) Office desks
- One (01) Director desk
- Two (02) Sub-Director desks
- Three (03) Office cupboards
- Four (04) Air conditioners
- Seventeen (17) Heavy curtains
- Seventeen (17) light curtains
- Four (04) Television sets
- Two (02) Radio sets

3. Participation and origin

Participation in this consultation is open to enterprises based and having Cameroonian rights justifying administrative and tax obligations.

4. Financing

The service under this consultation for a request of quotation shall be financed by the Public Investment Budget of Ministry of Social Affairs Budget for the 2026 financial year, budget head N° 60 42 433 01 34 00 00 01 524118.

5. Submission mode

- The submission method selected for this consultation is online.

6. Consultation of the Request for quotation File

The hard copy of the tender file may be consulted free of charge during working hours in the services of Project Owner at the Ministry of Social Affairs - Department of General Affairs; Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance –Public Contracts Service - Room 24- Tel: 222 22 98 11/222 23 05 68.

It may equally be consulted online on the COLEPS' platform using the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm)

7. Acquisition of the Request for quotation File

The hard copy of the tender file may be obtained at the Public Contracts Service; Door 24, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **forty thousand (40 000) FCFA**, payable at the **Public Treasury**.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request Quotation file (RQ) on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation (RQF).

8. Estimated cost

The estimated cost of the operation following studies is **F CFA thirty-five million (35 000 000) Tax Inclusive**.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond, accompanied by a deposit receipt of the Deposit and Consignment Office (DCO), issued by a financial body or institution approved by the Ministry in charge of Finance to issue bonds for public contract and whose list appears in document No.11 of the Tender File (TF), of an amount of **FCFA seven hundred thousand (700 000)** and valid for thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate banking institution or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Submission of Quotation

Each bid shall be drafted in English or French.

- The offer shall be forwarded by the bidder on COLEPS platform latest the 05 MAI 2026 at 2 PM. A backup copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD shall be submitted to the competent services of the project owner, and forwarded at the internal Tender's Board, in a sealed envelope with the clear and readable inscription "backup copy", added to the inscription above the deadline set.

NB: File size and format

The maximum sizes of the documents that will transmit on the platform and constitute the tenderer's offer are as the following:

- 5 Mo for the Administrative Offer;
- 15 Mo for the Technical Offer;
- 5 Mo for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted in accordance with above-mentioned sizes.

Bids submitted after the deadline for the submission bids shall be inadmissible

11. Opening of bids

The bid shall be opened in single phase on the 05 MAI 2026, at 3 PM by the Internal Tender Board in the Conference Hall of the Ministry of Social Affairs.

Only bidders may attend this opening session or represented by a person of their choice duly authorised who has a thorough understanding of the bid for which they are responsible.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the

provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the request for Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

[The launching of the bid-opening session must be done not later than one hour after the time-limit for the submission of quotations specified in the Request for Quotation File].

12. Admissibility of offers

The Project Owner shall not accept:

- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the consultation;
- Bids non-compliant with the bidding mode;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender file shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first- category body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the model documents in the tender file shall result in the outright rejection of the tender without any other procedure. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall not be accepted.

13. Evaluation criteria

• Eliminary Criteria

The eliminary criteria include:

- a. Failure to submit, before the **48 (forty-eight) hours** deadline after the opening of bids, a document of the administrative file that is deemed non-compliant or absent than the bid bond;
- b. Absence or non-conformity of the bid bond at the opening of bids;
- c. False declarations, fraudulent scheme or forged documents;
- d. Failure to comply with 80% essential criteria
- e. Failure to comply with the technical specifications of one supply
- f. Pre-Financing capacity lower than FCFA twenty five millions (**25 000 000**);
- g. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years,
- h. Failure to comply with the bid file format, in case on submission online;
- i. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE);
- j. Absence or non-conformity of an administrative file as the case may be beyond the supplementary 48 hours granted;
- k. Absence of quantified unit price in the quotation;
- l. Absence manufacturer's technical sheet;
- m. Non-compliance with the submission method;
- n. Absence of the dated and signed integrity charter;
- o. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- p. Absence of delivery the submission letter of financial offer.

• Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on

- Presentation of bid;
- Bidder's References;
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel);
- Guarantee.

14. Estimated execution period

The maximum period provided for by the Project Owner or the Delegate Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is two (02) months or **Sixty (60) days**. This period shall run from the

date of notification of the administrative order to start.

15. Tranche/Allotment

This consultation consists of a single lot. The related supplies shall be executed in a single lot.

16. Award of the contract

The Project Owner shall award the jobbing Order whose bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

17. Duration of the validity of quotation

Bidders shall remain committed to their offers for **ninety (90) days**.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Social Affairs - Department of General Affairs – Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance – Public Contracts Service - Room 24 Tel: 222 23 06 81/222 23 05 68, or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

19. Fight against corruption and mal-practices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the 23 MARS 2026

CC:

- MINMAP
- ARMP
- President ITB
- Billing
- Chrono/Archives.

